

*Questions orales*

● (1430)

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** C'est exact, madame le Président.

LES PROPOSITIONS DE NATURE À AIDER À DÉBLOQUER LES  
NÉGOCIATIONS DE GENÈVE SUR LE DÉSARMEMENT

**M. Douglas Roche (Edmonton-Sud):** Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré lundi que le gouvernement du Canada profiterait de la visite du vice-président Bush pour faire diverses propositions à propos des négociations de Genève.

Puis-je demander au premier ministre ce que le gouvernement du Canada a proposé hier au vice-président Bush qui soit vraiment de nature à aider à débloquer les négociations de Genève afin qu'on puisse accomplir des progrès réels en vue d'un désarmement nucléaire équilibré et vérifiable dans le monde?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, mes ministres et moi-même avons essentiellement proposé deux choses. J'en ai fait publiquement état quand j'ai porté un toast au vice-président Bush hier soir. J'ai aussi résumé la deuxième proposition quand j'ai répondu à l'honorable représentante de Vancouver-Kingsway . . .

**Mlle Jewett:** Ma circonscription semble avoir changé de nom.

**M. Trudeau:** De Vancouver-New Westminster . . .

**Une voix:** Vous brûlez.

**M. Trudeau:** C'est une circonscription située quelque part en Colombie-Britannique, madame le Président, de l'autre côté des montagnes que les députés d'en face n'escaladent pas assez souvent.

**Mme le Président:** Il s'agit de New Westminster-Coquitlam. Je comprends un peu la difficulté du très honorable premier ministre.

**M. Beatty:** Pas moi.

**M. Trudeau:** Cette proposition est reliée à quelque chose que j'ai dit à la Chambre avant-hier en répondant à un député de l'opposition, soit que l'option zéro serait la solution idéale et qu'il serait certes préférables de ne pas avoir d'euromissiles en Europe, mais que nous n'étions pas convaincus que cet objectif soit réalisable et que nous exhortions les États-Unis à rechercher des compromis ou des solutions intermédiaires. C'est essentiellement ce que nous avons dit au vice-président Bush.

\* \* \*

**L'INDUSTRIE**

LE PROGRAMME D'EXPANSION DES ENTREPRISES—  
L'ADMISSIBILITÉ DES INDUSTRIES DE SERVICES

**L'hon. Bill Jarvis (Perth):** Madame le Président, j'aurais une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre ne s'étonnera pas si je l'interroge aujourd'hui au sujet de la Maislin, une entreprise de transport que le gouvernement a renflouée à raison de 34 millions de dollars de deniers publics.

L'été dernier, répondant à des questions que lui posaient des députés de l'opposition et même des ministériels, le prédécesseur du ministre a dit le 30 août que toute demande d'aide fondée sur le besoin serait sûrement prise en considération. La semaine dernière, le 18 mars, voici ce que le ministre a dit et ses paroles figurent à la page 23908 du *hansard*:

Nos moyens étant limités à l'époque, nous avons décidé de ne pas donner suite aux demandes du secteur tertiaire.

Dois-je en déduire que la seule entreprise de service, entreprise de camionnage ou autre, qui bénéficie des largesses du gouvernement aux termes du programme d'expansion des entreprises, sera la Maislin Trucking?

**L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, ce serait la seule société de ce genre à bénéficier du programme d'expansion des entreprises, à ma connaissance, mais selon différents autres programmes, il pourrait y en avoir dans l'industrie touristique par exemple. D'ailleurs, je fournirai plus tard une réponse précise à la question du député.

## LA DEMANDE DE LA SOCIÉTÉ MAISLIN

**L'hon. Bill Jarvis (Perth):** Madame le Président, j'espère que je n'accuse pas à tort le prédécesseur du ministre mais il a parlé du bien-fondé de la demande. Le ministre n'ignore pas que son ministère a reçu des douzaines de demandes de la part d'industries de services, dont le camionnage et d'autres, dans le cadre du programme d'expansion des entreprises. Quel que soit le bien-fondé de toutes ces demandes, est-il exact que le seul candidat heureux l'an dernier ait été la Maislin Trucking?

**L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, pour venir en aide au plus grand nombre possible d'entreprises qui ont présenté une demande au gouvernement à ce moment-là, mon prédécesseur s'est très sincèrement occupé de toutes ces demandes. Malheureusement, à ce moment-là les demandes étaient également nombreuses de la part d'entreprises de fabrication et de transformation pour lesquelles le programme avait été initialement conçu. Compte tenu de l'austérité fiscale que nous nous sommes imposée et du nombre accru de demandes, suite à la décision de mon prédécesseur d'accepter d'examiner les demandes provenant du secteur des services, il a été jugé préférable d'examiner d'abord les demandes des entreprises de fabrication et de transformation. Celles-ci ont eu la priorité puisque, au départ, le programme a été conçu pour ces secteurs.

## LES CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

**L'hon. Bill Jarvis (Perth):** Madame le Président, pour que les choses soient tout à fait claires, je voudrais que le ministre nous dise si j'ai raison de penser que la seule entreprise de services qui peut vraiment prétendre ou espérer prétendre à une aumône ou à une promesse du gouvernement de 34 millions ou même moins, est une entreprise qui doit répondre aux critères suivants: il faut qu'elle soit tellement mal gérée que le gouvernement a été obligé de nommer un nouveau mandataire général, qu'elle soit dans une situation financière tellement précaire que les fonctionnaires s'opposent à toute intervention du gouvernement, que la majorité des salariés qu'elle emploie se trouvent aux États-Unis et ne sont pas citoyens canadiens, et que la direction de l'entreprise entretienne de bonnes relations